

Burundi : des rapports vont influencer les bailleurs de fonds à Genève

rib News, 28/10/2012 – Source Xinhua – A la veille de la conférence internationale qui réunira à Genève le gouvernement burundais et les bailleurs de fonds et porte sur la mise en œuvre du Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte contre la Pauvreté, 2^eme génération (CSLP II) au Burundi, l'ancien ministre burundais des Finances Donatien Bihute estime que les bailleurs seront influencés dans leurs décisions par divers rapports de ceux qui suivent de près la situation au Burundi. « Les rapports de l'International Crisis Group ou de Human Rights Watch peuvent influencer individuellement ou collectivement les Bailleurs de fonds. Individuellement, les pays comme la Chine peuvent dire que ces rapports ne peuvent pas l'empêcher d'aider le Burundi. Les Etats-Unis peuvent dire oui ou non (à!). La Conférence ne sera pas tellement influencée par la déclaration du gouvernement, mais par les rapports que les bureaux de ces pays au Burundi leur envoient chaque jour », a déclaré dimanche Donatien Bihute.

Il a indiqué que le CSLP II contient des besoins de financement dont les uns sont acquis et les autres qui sont à rechercher auprès de ces bailleurs qui financent à plus de 50% les besoins du pays. Tout en reconnaissant qu'il y aura des bailleurs qui vont accroître leurs financements moyennant des conditions qu'ils vont poser, il craint qu'il ne puisse y avoir malheureusement d'autres qui vont promettre des montants symboliques. Certains disent que ces derniers "vont faire un travail de mode uniquement", a-t-il ajouté. Donatien Bihute se réjouit que la Conférence de Genève des Bailleurs de fonds du Burundi se tienne au lendemain du rapport Doing Business de la Banque mondiale, qui reconnaît des performances accomplies par le Burundi dans l'amélioration du climat des affaires. Alors que le Burundi était classé 177^eme sur les 183 économies du monde en 2009, il est classé aujourd'hui 169^eme alors qu'il était le 181^eme en 2011. Sur le plan des formes, Doing Business 2012 classe le Burundi premier dans les cinq pays de la Communauté Est-Africaine (East African Community - EAC) avec quatre formes depuis 2009 devant le Rwanda (3 formes) suivi par la Tanzanie, le Kenya et l'Ouganda qui ont chacun une seule forme. Les besoins du CSLP II sont estimés à 2,1 milliards de dollars.